



Fenêtre sur le monde n°6

Dé-confinement : progressivement, les pays font le chemin. La pandémie est-elle finie ? « Apprendre à faire avec » n'est pas un exercice intellectuel, c'est une question vitale et concrète, qui demande des réponses protectrices fortes. Le travail retrouve sa racine latine médiévale, tripalium, instrument servant à immobiliser les bœufs, loin de son noble nom grec ergasia, de ergon, œuvre, produit d'une synergie pensée-action. Certes, l'autre nom grec du travail est douleia, et doulos signifie esclave. Mais le Premier mai, qui nous a frustrés de ne pas pouvoir sortir dans les rues et les places comme les autres années, a réaffirmé notre combativité. Si nous avons quelque chose à « fêter » en cette journée internationale des droits des travailleurs, c'est de rester debout par ces temps si rudes : défendre, informer, tendre une main qui aide à ne pas plier face à l'adversité et l'autoritarisme. Rien ne sera plus comme avant ? Voir. Car le capitalisme est comme l'Hydre de Lerne aux multiples têtes. Soyons donc Héraclès. Il a anéanti le monstre non par sa seule force ou bravoure, en coupant les têtes, mais par son intelligence : cautériser les racines des têtes coupées, pour que jamais elles ne repoussent !



ONU

Les leçons de la pandémie COVID19 : coopération entre science, politique et société

Ce n'est pas la énième bonne parole sur « l'ouverture de la science à la société », expression un peu péjorative suggérant que la science est fermée au monde qui l'entoure. C'est un article du département des affaires économiques et sociales de l'ONU. Il présente cinq leçons pour renforcer la coopération scientifique, la confiance des citoyens en la science, et la contribution de la science aux ODD (objectifs du développement durable de l'ONU), qui, comme leur nom ne l'indique pas, concernent en grande partie l'éducation.

1. Renforcer les capacités des pays à prendre des décisions basées sur la science. Les sciences fournissent leur expertise au politique. Les citoyens doivent avoir accès de façon transparente aux conseils donnés par les scientifiques.
2. Améliorer la confiance en la science. Selon une étude de 2019, elle est de 72%, mais varie de 90% en Europe du nord à 48% en Afrique centrale. Une communication claire, et l'honnêteté, quand de nouvelles connaissances émergent, de reconnaître ses erreurs, rendent les scientifiques plus crédibles. La participation, selon des modes appropriés, des non scientifiques favorise une meilleure compréhension de ce qu'est la science.
3. Partager les données et les connaissances. Des initiatives collaboratives ont émergé avec la pandémie, et se sont rapidement développées. Elles ont permis de faire travailler ensemble non seulement les spécialistes du virus, mais bien d'autres disciplines. La science ouverte profite à tous, et particulièrement aux pays en développement.
4. Assurer un accès universel aux solutions : les expériences du passé montrent qu'un accès juste et équitable ne va pas de soi. Réduire la fracture numérique : seulement 54% de la population mondiale a accès à internet en 2019.
5. Agir plus rapidement quand des études scientifiques avertissent d'une situation : les politiques doivent lire les rapports des scientifiques et prendre les mesures adéquates, pour ne pas se retrouver dans un état d'impréparation.

<https://www.un.org/development/desa/dpad/publication/un-desa-policy-brief-62-the-covid-19-pandemic-a-wake-up-call-for-better-cooperation-at-the-science-policy-society-interface/>

Allemagne

Réouverture des écoles par temps de pandémie : dans quelles conditions?

L'Allemagne a mieux géré que plusieurs autres pays européens la crise du COVID19 avec moins de cas et une moindre tension sur ses services hospitaliers, ce qui lui a permis d'accueillir par solidarité des patients français. Les écoles ont été fermées et vont maintenant rouvrir. Marlis Tepe, la secrétaire générale de la GEW (*Gewerkschaft Erziehung und Wissenschaft*), notre syndicat partenaire à l'Internationale de l'éducation (IE), a donné une interview à ce propos le 23 avril. Elle a eu la gentillesse de l'envoyer à la FERC. Nous en partageons de larges extraits.

Les personnels : en Allemagne, ils sont fonctionnaires et n'ont pas perdu de salaire (les titulaires). Dans l'enseignement supérieur et la formation, la GEW a réussi à faire entrer dans les dispositifs d'aide sociale ceux qui sont payés en « honoraires » et à prolonger les bourses des étudiants. Le traitement inégalitaire des précaires du supérieur est un défaut du système fédéral : les aides diffèrent selon le lieu de travail.

C'est la GEW qui a insisté, en mars, pour fermer toutes les écoles partout ; au début seule la Bavière voulait fermer. Même avec les efforts des enseignants et des élèves, l'apprentissage numérique a montré ses limites. Au sortir de la crise, des mesures spéciales de soutien doivent être prises pour les élèves dont les conditions d'apprentissage étaient très détériorées.

La réouverture au 4 mai a été décidée par la chancelière et les ministres-présidents des Länder en fonction de leurs calendriers (les vacances scolaires ne commencent pas à la même date partout en Allemagne). Ils veulent que les examens se tiennent. La GEW pense que la priorité n'est pas les examens, mais la préparation des écoles à la réouverture. Le syndicat n'a pas été intégré dans les comités de préparation partout. Au niveau national, on a demandé aux syndicats et aux organisations de parents d'élèves leur avis juste avant la réouverture.

Dans chaque établissement, les personnels doivent évaluer les mesures prises, décider de la réorganisation des cours et constater si l'hygiène peut être garantie. La GEW a depuis longtemps critiqué le fait de ne pas avoir de commissions d'hygiène et sécurité dans chaque établissement. Ce sont elles qui doivent tout surveiller.

Lettre ouverte de la GEW de Hesse :

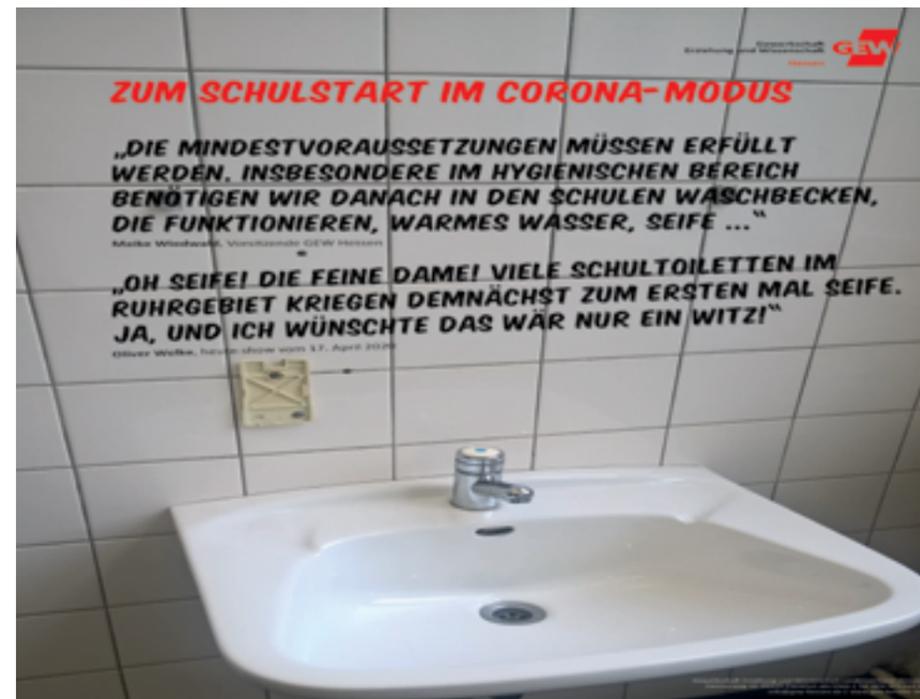
« Monsieur le ministre, nous faisons notre travail, faites enfin le vôtre ! »

Le syndicat évalue le haut risque d'une nouvelle augmentation des contagions due au relâchement des mesures restrictives : la responsabilité des autorités qui ont décidé la réouverture est grande. Les négligences du passé sont encore plus évidentes aujourd'hui. Des instructions claires et uniformes font défaut. On fait porter la responsabilité aux chefs d'établissement et aux collègues : « Ce n'est pas possible que, quand chacun des 1.800 établissements scolaires du Land se pose les mêmes questions, 1.800 solutions individuelles voient le jour », dénonce la GEW. « Ce n'est pas la tâche des personnes et des élèves de désinfecter les locaux. La protection du travail et de la santé ne doit pas échouer sur l'argent », poursuit-elle.

Craignant que les mêmes qui ont pris leurs responsabilités, dans des conditions extrêmement difficiles, pour enseigner à distance malgré les défaillances des systèmes numériques, suivre et protéger les élèves, subissent maintenant des charges supplémentaires, le syndicat exclut tout « sur-travail » et même tout enseignement « dans les écoles où les standards d'hygiène ne sont pas observés ».

Mais comme le montre la photo éloquent et le commentaire ironique sur la « Dame savon » (« savon » est féminin en allemand), l'application de ces standards laisse à désirer.

<https://www.gew-hessen.de/themen/corona-schreiben-an-kultusminister/>



Australie

La *National Tertiary Education Union* (NTEU, notre partenaire à l'IE) demande un plan national de sauvetage pour l'ESR, et la garantie pour les emplois.



Les membres du syndicat, rejoints par certaines voix politiques (du parti travailliste) exigent du gouvernement fédéral qu'il protège l'ESR, secteur particulièrement frappé par la crise du COVID19. Il faut garantir l'emploi et reconnaître l'impact de la pandémie sur la santé et la sécurité des personnels.

Les mesures exigées :

- Santé et sécurité sur le lieu de travail pour tous les travailleurs de l'ESR ; paiement de tous les salaires y compris des précaires et de ceux qui n'ont pas pu travailler pendant la fermeture ; retour sur site seulement de ceux qui sont essentiels par exemple pour prendre soin des animaux ou assurer la sécurité des infrastructures. Télétravail pour tous les autres.
- Pour la suite : s'assurer de la continuité du versement des salaires ; exiger un plan financier fédéral pour l'ESR, afin de protéger les emplois et assurer la viabilité des institutions frappées par le COVID19.

Espérons que le gouvernement fédéral aura la volonté politique nécessaire pour sauver son ESR public et les emplois qui vont avec. Mais nos camarades de la NTEU ont besoin d'un rapport de forces puissant pour être entendus.

En effet, si le gouvernement poursuit son soutien à l'éducation privée qui reçoit des aides publiques « aux entreprises » comme nous l'apprennent les tweets d'Angelo Gavrielatos de l'IE le 29.04 et de la secrétaire générale de la NTEU, Alison Barnes, le 5.05, peut-être arguera-t-il ne pas avoir assez d'argent pour tous. C'est ainsi que la crise du COVID19 aura favorisé la privatisation de l'éducation, qui était déjà en marche dans plusieurs pays avant la crise et que les syndicats combattent farouchement.

<http://www.nteu.org.au/article/NTEU-calls-for-higher-education-rescue-package%2C-jobs-guarantees-21978>



Soutien aux étudiants aborigènes

Ellen Bertani, responsable de l'Office pour les étudiants aborigènes de la *University of South Australia* (UniSA) écrit dans la revue de la NTEU. Cette catégorie d'étudiants a affronté d'importantes difficultés lors du passage au tout-numérique après la fermeture ; heureusement, ils ont reçu une aide spécifique de l'université pour l'achat de matériel et le prolongement de leur année d'étude (les étudiants paient d'importants frais de scolarité en Australie). Ellen, qui les connaît bien, sait combien ils ont été pénalisés, privés d'interaction sociale, et surtout des déjeuners avec des personnes comme elle, qui les suivaient au quotidien.

Ellen et la NTEU plaident pour une responsabilité collective assurant la sécurité des populations vulnérables, afin que « nos étudiants des Nations Premières poursuivent leurs études et ne soient pas empêchés ».

Lors du congrès mondial de l'IE en juillet dernier à Bangkok, nous avons échangé avec l'un de nos camarades de la NTEU aborigène lui-même et référent du syndicat pour cette catégorie. Il nous avait dit avec fierté être le premier de sa famille à intégrer l'université et, encore mieux, à y enseigner.

<http://www.nteu.org.au/article/Supporting-Aboriginal-students-during-the-campus-shutdown-%28Sentry%2C-May-2020%29-22026>

États-Unis

Est-il trop tôt pour lever les mesures de distanciation sociale ?

L'un après l'autre, les États lèvent les mesures de confinement et demandent la réouverture des lieux de travail « non essentiels », y compris restaurants et autres commerces. Les employés de ces petites entreprises resteraient bien encore un peu à la maison, craignant la contamination. Non, ce ne sont pas des « fainéants », le contact avec les clients leur manque, le confinement a mis à rude épreuve ces personnes souvent modestes pour qui la socialisation passe par ce contact quotidien avec le public. Mais leurs revenus en dépendent, compte tenu de l'inexistence d'État providence aux États-Unis.

Certains gouverneurs ont menacé les entreprises qui ne rouvrent pas de suppression des maigres aides publiques, ce qui signifie qu'elles ne pourront même pas verser une petite indemnisation à leur person-

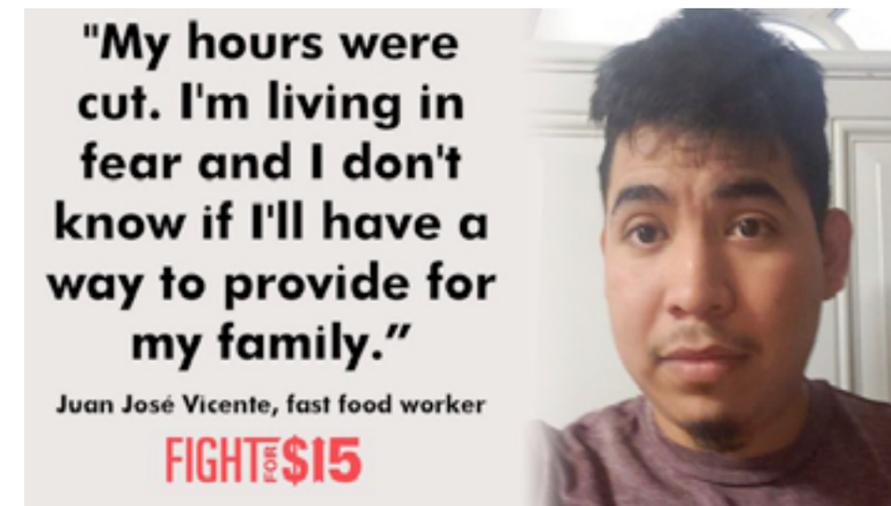
nel. Certains autres leur ont intimé de faire des listes d'employés qui ne se présenteront pas à leur poste (car certains travailleurs ont dit rester à la maison tant que leur syndicat ne les a pas assurés que leur lieu de travail était sécurisé), pour les priver d'indemnisation. En fait, le choix a été déplacé et la « responsabilité individuelle » mise en avant : ce sont les travailleurs qui auront à choisir entre la misère et leur maigre salaire, en mettant leur vie en péril.

Le *New York Times* recense des témoignages. Certains ont voulu rester anonymes, et on les comprend. Certains autres ont donné leur nom : Andrea Pinson, employée d'un petit restaurant situé dans un grand *mall*, n'a pas été payée depuis le 18 mars. Le 24 avril, elle a reçu un SMS de son employeur pour retrouver son poste. Terrorisée, elle doit choisir entre l'argent dont elle a grand besoin et la vie de son grand-oncle de 73 ans, cardiaque et asthmatique qui vit avec elle. Elle a été sauvée *in extremis*, car le *mall* n'a pas eu l'autorisation d'ouvrir ! Bianca, assistante dentaire, est aussi terrorisée et... pressée par son employeur : « les dentistes disent " nous avons un business à faire marcher" », mais pas assez d'EPI dans sa clinique ! Déjà avant, elle attrapait régulièrement les infections de ses patients. Elle et son épouse ont la chance de recevoir des indemnités chômage, mais c'est insuffisant. Elle ne donne pas son nom de famille par peur d'être renvoyée.

Le mouvement syndical *Fight for 15* lance une pétition pour que le Congrès décide des mesures de protection et de sécurité économique pour tous les travailleurs notamment du secteur de l'alimentation qui sont sur le front pour nourrir la population, mais que les employeurs exploitent en réduisant leurs revenus : compensation pour les heures de travail perdues pour cause de confinement, congé maladie indemnisé... Pour ne pas avoir peur, comme ce travailleur qui a perdu ses heures et ne sait pas s'il aura assez d'argent pour nourrir sa famille. « Ce n'est pas la faute du virus. Ce qui est en jeu c'est la réponse au virus : les décideurs politiques doivent y répondre avec le niveau approprié de soutien ».

<https://secure.everyaction.com/NGKHfRkv8UuveYNv2EXp0A2>

https://www.nytimes.com/2020/05/01/us/coronavirus-reopening-workers.html?campaign_id=154&emc=edit_cb_20200501&instance_id=18172&nl=coronavirus-briefing®i_id=118678500&segment_id=26436&te=1&user_id=a70d1d898464fb79de786a94b21ee8



« Libérez-nous du confinement », crient les manifestants d'extrême-droite

Qui sont-ils ? Sûrement en grande partie des partisans de Trump, qui ne voulait pas de mesures de distanciation sociale mais a été obligé de les recommander quand le nombre de morts a augmenté de façon exponentielle. Mais ce sont les États qui décident de l'application des mesures, de leur début et de leur fin. Soumis plus ou moins aux pressions économiques, mais aussi à celles de la population qui, sans système de protection sociale, sera massivement au chômage, les gouverneurs jouent les équilibristes et craignent des soulèvements.

Ceux qui veulent la réouverture (et tant pis pour les contaminations) manifestent dans plusieurs États au nom d'une « liberté » qui, outre-Atlantique, signifie « moins d'intervention de l'État » et donc un laisser-aller où chaque individu gère sa propre vie (comme une petite entreprise). Ces manifestants exigent la fin du confinement. Mais si l'on regarde les slogans sur leurs pancartes, on est saisi d'effroi : des croix gammées, le salut nazi, *Arbeit macht frei* (au secours, Auschwitz est de retour !), des insultes antisémites agressives... Les manifestations de ce type se multiplient, toutes sous le signe du *re-open*. Ce n'est pas un hasard si parmi ces manifestants on trouve les mêmes extrémistes et obscurantistes combattant l'IVG ou les vaccins.

À Cleveland (Ohio), le 18 avril, un journaliste a tweeté une pancarte avec un rat, une étoile de David et le slogan « la vraie peste » dans l'un de ces « re-open ».

Lire l'article du journal israélien *Haaretz* du 2.05.2020 :

<https://www.haaretz.com/us-news/.premium-arbeit-macht-frei-nazi-slogans-at-illinois-rally-against-coronavirus-lockdown-1.8815257?>



Grèce

L'université en prison est possible par temps de COVID19

Le cas du détenu Vassilis Dimakis a ému et soulevé des protestations, y compris des doctorants du département de Science politique et administration publique de l'Université Nationale et Kapodistriaque d'Athènes.

Ce détenu a réussi en 2017 l'examen d'entrée à l'université et a intégré (par enseignement à distance) ce département pour y étudier. Mais il a osé protester pour obtenir des mesures de protection contre le COVID19 à sa prison de Korydallos (banlieue du Pirée, l'une des plus grandes prisons grecques), où, malgré les promesses, l'État n'avait envoyé ni masques, ni gel hydro-alcoolique. Les autorités ont donc envoyé la police pour « l'exfiltrer » et l'envoyer à une autre prison, en province.

Mis en isolement, il ne pouvait plus poursuivre ses études. Il ne risquait pas de « contaminer » ses codétenus avec ses protestations, seulement de perdre son année universitaire. Dans les conditions difficiles où se passe l'éducation en prison, faire de telles études est un exploit, mais surtout un gage de bonne réinsertion à sa sortie.

L'administration pénitentiaire prive ce détenu du droit à l'éducation et le punit, dénonce son avocat. C'est pourquoi le détenu s'est mis en grève de la faim. Les doctorants demandent le retour immédiat de leur condisciple à la prison de Korydallos, où il peut bénéficier de son droit à l'éducation ; des soins adéquats et des mesures sanitaires préventives pour les détenus face à la pandémie.

Cela sert de revendiquer ses droits et de soutenir les revendications : le 30 avril, l'administration pénitentiaire a accepté le recours de Dimakis, et l'a laissé retourner à Korydallos. Son avocat a confirmé avoir reçu la décision officielle. Dimakis a interrompu sa grève de la faim, ses soutiens sont ravis. L'éducation en prison c'est possible, les mesures de protection contre le COVID19 aussi. Mais cela devrait aller de soi et être pris en charge par l'État. Pas besoin de grève de la faim, de lettres de protestation et de recours en justice pour ces droits élémentaires !

<https://left.gr/news/oi-metapyhiakoi-kai-didaktorikoi-foitites-politikis-epistimis-kai-koinoniologias-toy-ekpa-sto>

Israël

Pas de surveillance sanitaire pour les travailleurs palestiniens en Israël

C'est *Haaretz* qui le dit : malgré les protestations de l'Autorité palestinienne qui demandait un dépistage systématique des travailleurs palestiniens des secteurs « essentiels » qui travaillent en Israël et font le trajet depuis leur domicile à Ramallah, le ministère de la santé israélien n'a rien prévu. Pire (cf. *Fenêtre* n°1), on avait autorisé, au début de la crise COVID19, de dizaines de milliers de travailleurs palestiniens en Israël, à condition d'y rester. Ils étaient logés dans des conditions impossibles, ce qui a fait empirer les conditions d'hébergement des Thaïlandais qui travaillent dans l'agriculture.

Pour les Palestiniens qui voulaient rentrer chez eux, la seule possibilité était de s'infiltrer dans des brèches de la ligne de séparation. Pour ceux qui sont restés en Israël, les employeurs étaient en théorie obligés de prendre la température et de ne pas loger plus de 4 personnes ensemble. Mais *Haaretz* relate des témoignages qui se plaignent du non respect de ces obligations : 15-20 personnes par dortoir ; des travailleurs agricoles logés sous la tente etc.

L'organisation Kav Laoved, qui défend les travailleurs indépendamment de leur nationalité, a reçu de très nombreux appels de Palestiniens qui voulaient rentrer mais étaient menacés d'interruption de leur permis de travail.

Les Palestiniens ne sont assurés qu'en cas d'accident du travail. Le reste incombe aux employeurs qui doivent souscrire une assurance. Des centaines de travailleurs Palestiniens n'ont pas d'assurance santé : s'ils sont malades du COVID19, ils ne peuvent pas se faire soigner en Israël, mais ne peuvent pas non plus retourner chez eux. Un porte-parole du gouvernement palestinien a critiqué Israël « incapable d'appliquer des mesures car motivé par l'amour de l'argent et la continuité de la roue de la production ».

Les Palestiniens s'auto-organisent pour tester ceux qui rentrent : des bénévoles les attendent aux brèches par où ils traversent et les mettent en isolement. Les Palestiniens ne veulent pas passer par les checkpoints, car ils sont filmés et fichés, considérés tous comme des malades du COVID19.

30 avril : Israël autorise 50.000 travailleurs palestiniens de retourner travailler, mais ils doivent rester pendant tout le mois du Ramadan. C'est aux employeurs de prévoir comment ils seront logés et nourris... Sans commentaire !

<https://www.haaretz.com/israel-news/.premium-israel-doesn-t-oversee-palestinian-workers-health-amid-coronavirus-1.8783881>

Et les travailleurs migrants ?

Les Thaïlandais, travailleurs agricoles venus tout à fait légalement gagner leur vie, sont isolés et maltraités, sans possibilité de communiquer avec un syndicat et sans information sur ce qui se passe dans le pays : ils ne parlent le plus souvent ni l'hébreu, ni l'anglais. C'est ce que dénonce l'organisation Kav Laoved. Ce sont 24.000 personnes : « quand les Israéliens célèbrent la levée graduelle du confinement, des milliers de personnes vivent dans un isolement involontaire mais permanent, coronavirus ou non », avertit Miriam Anati, coordinatrice pour l'agriculture de Kav Laoved. Et l'État reste apathique...

<https://www.haaretz.com/israel-news/.premium-24-000-people-in-israel-don-t-even-know-there-s-been-a-coronavirus-lockdown-1.8802762?v=75E417B98881ECDDDB1F13546DC0AF0C>

Rouvrir les écoles ? Non, pas toutes !

Les municipalités arabes ont décidé le 30 avril de ne pas rouvrir les écoles. La réouverture des établissements doit se faire graduellement pendant les deux prochaines semaines, mais ces municipalités ont refusé, arguant qu'il faut tenir compte de l'inquiétude des parents qui ne veulent pas prendre de risque, car la circulation du virus est importante dans la communauté arabe israélienne. (Brèves *Haaretz* 30.04.2020).

Italie

Interview du secrétaire général de la CGIL Maurizio Landini

Le sens des responsabilités des travailleurs a « tenu le pays debout ». C'est pourquoi chacun doit avoir un revenu décent et participer aux choix pour un nouveau modèle de développement, car « l'actuel modèle ne correspond plus aux besoins de la grande majorité des personnes ». Concernant le système de santé auquel on reprochait de ne pas être « productif », Landini souligne que cette « productivité » signifie tout simplement la garantie de la santé de tous tout le temps.

« Il est nécessaire de tout reconsidérer, en impliquant l'intelligence des personnes pour décider comment on travaille et pour quoi faire. C'est l'unique manière d'éviter les conflits horizontaux et la concurrence entre les travailleurs ».

Avoir deux catégories de travailleurs, ceux du « front office » qui prennent des risques et ceux qui peuvent se permettre de télétravailler : ce sera ainsi si tout reste comme avant, dit Landini, qui insiste sur les difficultés affrontées par *toutes* les catégories et mise sur l'intelligence des travailleurs, qui ont su développer « des liens de solidarité bien plus forts que les velléités de ceux qui voudraient les diviser ».

La CGIL a dû batailler avec la Confindustria (le MEDEF italien) pour arriver à un accord protégeant les travailleurs et tous les citoyens. Cet accord a abouti à un protocole gouvernemental « qui sera la boussole pour le futur : priorité à la santé et à la sécurité sur toute autre logique ».

Les confédérations CGIL, CISL et UIL se sont battues pour éviter les licenciements et assurer un revenu à tous. Il faut que les entreprises aient des liquidités pour continuer à payer leurs fournisseurs et leurs personnels : crédit à taux très bas ou à fonds perdu.

Le virus changera sûrement les rapports géopolitiques, économiques, politiques et sociaux. Il aura des incidences aussi sur les individus. Cependant, ce serait « impardonnable de redémarrer avec la même "voiture" que par le passé » (en italien, *macchina* signifie voiture ; on pourrait, en français, parler de « machine » qui redémarre). Il faudra se battre pour les services publics, pour une réorganisation des productions aux niveaux national, européen et international.

La CGIL sera privée pour un temps de ces places pleines dont elle a l'habitude, mais Landini réaffirme : « nous sommes une partie essentielle de la société et nous continuerons à l'être ».

Landini veut mettre les travailleurs au centre des décisions. C'est un enjeu de rapport de forces en Italie et partout dans le monde.

<https://ilmanifesto.it/il-lavoro-umile-ci-ha-salvato-ora-cambiamo-il-sistema/>



Les écoles ne rouvriront pas avant septembre : l'occasion de réinvestir dans l'éducation ! Appel pour l'école

Signé de très nombreux enseignants de tout niveau et de toutes les régions du pays, l'appel rappelle que l'éducation a rempli sa mission lors de la pandémie, avec l'enseignement à distance qui a servi à maintenir un lien avec l'école, mais n'est pas du tout un « enseignement », une voie à suivre pour de futures réformes.

L'école ne peut plus continuer comme avant. Elle a besoin de programmation et d'investissements :

- être prioritaire sur l'agenda
- organiser la rentrée qui se fera en septembre dans des conditions de sécurité
- l'enseignement « physique » est l'unique voie qui garantit un droit démocratique à l'instruction pour tous
- les instances collégiales doivent prendre les décisions dans chaque établissement

« La présence a été et reste le canal pour un véritable partage éducatif », concluent les collègues.

<https://ilmanifesto.it/appello-per-la-scuola/>

Réouverture de l'usine Fincantieri : « entre exploitation et sous-traitance »

Au siège historique de Fincantieri (chantiers navals qui construisent surtout des bateaux de croisière) à Monfalcone, le chantier avait rouvert partiellement le 20 avril. Il est censé retrouver son plein régime à la mi-mai.

Le 4 mai les sous-traitants retrouvent le chantier s'ils habitent la région. Selon Fincantieri, toutes les mesures de sécurité sont au top : masques, thermo-scanner, parcours fléchés pour éviter les contacts. Vraiment ? 4.000 personnes seront présentes !

Fincantieri est une entreprise qui va bien. Avant le COVID19, ses carnets de commandes étaient pleins jusqu'en 2026. Ensuite, elle a reçu des aides publiques en tant qu'entreprise stratégique, et une commande de la marine militaire des États-Unis.

Cette puissance financière est basée sur le travail à bas coût, sur la sous-traitance en cascade, sur les travailleurs migrants largement exploités, non assurés, sans contrats etc. Des procès ont eu lieu contre des entreprises sous-traitantes pour extorsion, menaces, exploitation et fraude. Les syndicats ont beau lutter, ils n'arrivent pas à puiser dans ce puits sans fond.

Monfalcone était un bastion ouvrier qui avait fourni d'importantes troupes de Partisans lors de la Résistance et où une certaine « aristocratie ouvrière » et une culture de luttes étaient développées. Mais dans les années 90, Fincantieri « renonce à délocaliser » (soi-disant pour que les emplois ne soient pas détruits) et brise tout collectif de travail en sous-traitant presque 80% de ses activités. Plus d'unité des travailleurs : locaux contre étrangers, rivalités et... xénophobie qui a fait tomber la cité aux mains de la Ligue en 2016. « On enverra chez eux ces étrangers, on créera des emplois pour les Italiens » : le slogan est bien connu, mais aucun résultat si ce n'est l'aggravation de la sous-traitance.

Les travailleurs étrangers ont peur de la contagion. Un ouvrier témoigne anonymement : « ce n'est pas difficile de suivre les mesures de distanciation et les parcours obligatoires quand on est si peu, mais le 4 mai les Slovènes et les Croates débarquent, des centaines et des centaines de travailleurs. Ce sera compliqué ». On leur interdit de porter les vêtements du travail en dehors du chantier et d'utiliser les transports en commun. Mais si les transports sont assurés par l'entreprise (sans pour autant avoir défini combien de personnes doivent entrer dans chaque bus), les vestiaires pour tous ne sont que des promesses. Certes, Fincantieri et la maire de Monfalcone (Ligue) annoncent triomphalement ces vestiaires, mais... pour 2021!

Les travailleurs des entreprises sous-traitantes n'ont pas le choix : ils iront au chantier et risqueront la contamination. Et la maire de Monfalcone sera contente de la prospérité de l'entreprise emblématique de sa cité.

<https://ilmanifesto.it/la-ripartenza-di-fincantieri-tra-sfruttamento-e-subappalti/>



Mexique

Les États-Unis forcent le Mexique à maintenir ouvertes les entreprises américaines

L'économie mexicaine était déjà en récession avant la crise du COVID19. La récession s'accroît, frappant davantage les pays les plus faibles, dont le Mexique (- 6 points de recul prévu, peut-être plus). Avec difficulté et lenteur, le gouvernement mexicain prend des mesures de distanciation sociale pour endiguer la contamination. Mais il doit affronter les énormes pressions états-uniennes, compte tenu du fait que bien des firmes états-uniennes ont des usines au Mexique et fournissent du travail à des milliers de travailleurs.

Sous prétexte que, si le Mexique ferme ces usines, les firmes vont les déménager définitivement et mettre tout le monde au chômage, le chantage a réussi : les usines qui produisent des biens « essentiels » sont restées ouvertes ou ont rouvert leur portes. « Essentiels » pour qui ? Pour les États-Unis bien sûr, car ces produits ne sont pas destinés au marché mexicain. Par exemple les téléviseurs : confinés en famille, les États-Uniens ont besoin de « plus de téléviseurs », chacun si possible le sien, afin que les parents et les enfants puissent se distraire ou s'instruire à volonté. Mais ces téléviseurs sont fabriqués par des travailleurs mexicains, qui risquent leur vie. Pas de protection, pas de distance de sécurité, même pas d'autorisation de rentrer chez eux, car « on ne peut pas emmener ses outils de travail à la maison ». Une usine a même mis des verrous pour empêcher les travailleurs de la quitter.

Les protestations sont nombreuses, mais il a fallu une intervention musclée gouvernementale et des amendes pour calmer (un tout petit peu) les ardeurs de ces entreprises et fermer quelques usines. Les contaminations et même les morts sont nombreux. Les témoignages recueillis par le *New York Times* font état de peur, d'inquiétude (rentrer à la maison c'est contaminer sa famille...), d'angoisse pour le présent : « ils nous exposent à la contagion ; pour eux, livrer leurs produits est plus important que notre santé », dit l'un d'eux. Rien ne garantit que les entreprises vont garder leur personnel une fois la crise passée.

https://www.nytimes.com/2020/04/30/world/americas/coronavirus-mexico-factories.html?campaign_id=154&emc=edit_cb_20200501&instance_id=18119&nl=coronavirus-briefing®i_id=118678500&segment_id=26340&te=1&user_id=a70d1d898464fb79de786a94b21ee8

Nouvelle-Zélande

Initiative du Conseil des syndicats de Nouvelle-Zélande

Le mardi 28 avril, un demi-million de travailleurs devait reprendre leur poste. Anticipant la situation, le *New Zealand Council of Trade Unions* (CTU) avait envoyé à tous un message le 24 avril, avec une check-list de 10 points à vérifier avant le retour. Détaillée et pédagogique, cette liste rappelait la responsabilité de l'employeur, incitait à contacter les représentants syndicaux d'hygiène et sécurité et même directement le gouvernement (donnant même les coordonnées téléphoniques des services ministériels). « Toujours se rappeler que si vous pensez que votre travail n'est pas sûr, vous avez le droit de cesser de travailler » afin de ne pas exposer les travailleurs ou d'autres personnes à un danger grave et imminent.

10 Things We Need for a Safe Return to Work at Level 3

1. Have you seen and had a say on our COVID-19 safety plan?
2. Has someone talked to you about how to keep safe from COVID-19 while at work under Level 3?
3. Are non-COVID-19 related risks still being dealt with?
4. Do you know who our Health and Safety Rep is?
5. Can you maintain physical distancing while you work?
6. Are you ensuring you have good hygiene at work?
7. You must stay home if you are sick or vulnerable to the virus.
8. Do you have access to personal protective equipment?
9. Is the workplace being cleaned for COVID-19 before work restarts?
10. What support is there for the extra stress of working during the COVID-19 pandemic?

If you want find out more detailed information about the health and safety requirements for a return to work under Alert Level 3, check our our fact sheet...
<https://www.union.org.nz/hs-level3-factsheet/>

Our Health and Safety Rep is: _____

If there is a problem - RAISE IT. And if it's not being dealt with contact Worksafe 0800 030 040

COVID-19 CHECKLIST

28 April 2020 New Zealand Council of Trade Unions www.union.org.nz

Le CTU a voulu suivre de très près la reprise. Le 28 avril, le représentant central d'hygiène et sécurité, Ross Teppett, s'est encore adressé à tous, ayant entendu que des tas de personnes sont retournées travailler aujourd'hui sans être sûres de ce qui était ou non sécurisé ou sans savoir quoi faire si elles constataient un problème une fois sur le lieu de travail. Un questionnaire à télécharger et à envoyer au syndicat était joint au message pour vérifier que les employeurs ont pris les mesures adéquates et pour s'adresser au gouvernement afin que le retour au travail soit sécurisé pour tous les Néozélandais.

Les grands esprits se rencontrent, même séparés d'océans et de fuseaux horaires ! Le SNTRS-CGT a eu exactement la même idée et la met en application. Vous en avez déjà reçu le premier volet. Vous découvrirez bientôt la suite.

Sénégal **Interview exclusive**

Oumar Dia, secrétaire général pour l'ESR du SUDES (syndicat unitaire et démocratique des enseignants du Sénégal), notre partenaire à l'IE et à la FMTS, a accepté de répondre à nos questions. Nous le remercions vivement.

Quelle est la situation au Sénégal ?

Sur une population de près de 16.000.000 d'habitants, le Sénégal comptabilise à ce jour 823 cas positifs au Covid19 dont 9 décès, 1 évacué (finalement décédé en France), 296 guéris et 517 encore sous traitement dans différents hôpitaux du pays. Près de deux mois après le premier cas positif déclaré le 2 mars, on peut dire que la situation est encore sous contrôle même si l'évolution de la courbe des infections de ces dix derniers jours (environ 500 nouveaux cas) a également généré des inquiétudes légitimes chez les populations.

Si jusque-là la pandémie n'a pas atteint certaines proportions, c'est parce que les autorités ont dès le début fondé leurs décisions sur l'avis des professionnels de la santé. Les mesures qui en ont découlé à partir du 13 mars comme la fermeture des écoles, des universités, des lieux de culte, etc. mais aussi l'instauration de l'état d'urgence sanitaire et du couvre-feu de 18h à 6h du matin, ont obligé les gens à se réorganiser au plan social et professionnel.

S'il n'y a pas de confinement comme en France, la progression de la pandémie du Covid19 et les mesures arrêtées pour la contenir ont obligé les Sénégalais, malgré des transgressions notées par endroits, à ajuster leur mode de vie aux exigences de la lutte contre l'extension de la chaîne de contamination. En ce moment, ce sont les cas dits communautaires qui constituent la plus grande source de contamination et il y a des inquiétudes que la situation devienne incontrôlable si ce type de cas atteint un certain seuil, exposant probablement le pays à suivre de façon décalée dans le temps la même trajectoire que certains pays européens. Mais pour le moment le Sénégal est très éloigné de la situation des pays européens et des États-Unis.

Quelle est la situation dans les universités concernant « la continuité pédagogique » ? Et dans les laboratoires de recherche ?

Le 13 mars, le gouvernement a pris la décision de fermer toutes les universités du pays. Cette décision, approuvée du reste par le syndicat, est intervenue à un moment où le second semestre avait effectivement démarré dans les deux plus grandes universités du pays : l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) et l'Université Gaston-Berger. Pris de court, les collègues de ces deux universités ont tout de même spontanément pensé à une nécessaire continuité pédagogique sous forme numérique ou à distance. Toutefois, sur le plan de la mise en œuvre, ces formes de continuité pédagogique se font au cas par cas, en fonction du type d'enseignement ou du nombre d'étudiants.

C'est plusieurs semaines après cette option spontanée des collègues que le gouvernement et les autorités universitaires se sont à leur tour prononcés en faveur de telles formes de continuité pédagogique. En ce moment d'ailleurs, c'est uniquement sous ces formes que se passe la continuité pédagogique. Mais il est convenu entre le syndicat et le gouvernement de faire évaluer par les instances pédagogiques habilitées l'impact de ces formes de continuité pédagogique à la fin de la crise sanitaire. C'est uniquement sur la base d'une telle évaluation que sera prise la décision de valider ou non l'année universitaire. Quant à la recherche universitaire, elle pâtit énormément de cette situation de crise sanitaire, les laboratoires (excepté ceux qui mènent des recherches en rapport avec le Covid19) et les terrains de recherche étant inaccessibles aux chercheurs.

Comment le SUDES a-t-il affronté la crise ?

Mobilisé et en alerte depuis le début de la crise sanitaire, le Sudes n'est pas en reste dans le combat que mène le pays contre le Covid19. Le syndicat a sorti un premier communiqué de presse à l'intention de ses membres et de l'opinion publique le 16 mars. Il y approuvait non seulement la décision du gouvernement de fermer toutes les écoles et universités du pays, mais saluait également la démarche ayant conduit le gouvernement à fonder cette décision sur l'avis des professionnels de la santé que sont principalement les collègues des différents CHU et facultés de médecine. Par la même occasion, le Sudes invitait le gouvernement à continuer à fonder ses décisions relatives à la gestion de la crise sanitaire sur l'avis des mêmes experts.

Comme les universités, le siège du syndicat a été fermé dès le 13 mars et le personnel de support, qui emprunte les transports en commun, autorisé à rester chez lui pendant toute la durée de la crise. Cette situation a privé notre direction, constituée exclusivement d'enseignants-chercheurs à temps plein sans statut de permanents syndicaux, des relais sur lesquels elle s'appuyait pour faire fonctionner le syndicat. Depuis, les affaires courantes et les informations à l'intention des camarades sont assurées par les membres de la direction du syndicat habitant aux alentours de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Nos affiliés sont donc, comme en temps normal, régulièrement consultés sur les orientations et décisions à faire prendre à leur syndicat sur les questions du moment.

Suite au Bureau national virtuel du 19 avril consacré à la situation universitaire nationale, le Syndicat a sorti un deuxième communiqué de presse d'approbation de principe de la continuité pédagogique sous forme numérique et à distance comme palliatifs à l'impossibilité de dispenser des cours en présentiel. Toutefois, nous avons insisté dans ce communiqué sur la nécessité de veiller à ce qu'il n'y ait pas de rupture d'égalité entre les étudiants pendant cette période de crise ; d'où la nécessité de faire en sorte que



chacun dispose d'un ordinateur et accède à une connexion internet fiable. Cette position, le syndicat l'a réitérée le 20 avril lors de la réunion avec le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation et sa direction exécutive nationale.

Quelle est la situation des collègues, titulaires et précaires, ainsi que des étudiants ?

Les collègues (titulaires comme précaires) et les étudiants ont quitté les universités dès l'effectivité de la mesure de leur fermeture par le gouvernement. Toutefois, tous s'inquiètent du sort de l'année universitaire mais le consensus du moment c'est qu'il faut d'abord contenir et juguler le Covid19. Les salaires des collègues titulaires ainsi que les bourses des étudiants continuent à être payés. Le syndicat a obtenu du gouvernement que les précaires soient également payés pendant cette période de crise sanitaire.

En tant que philosophe et scientifique engagé, quel regard portes-tu sur la crise COVID19 du point de vue du Sénégal et du « Sud global » ?

La crise du Covid19 a permis de se rendre compte que l'idée répandue selon laquelle les pays du Sud dépendent essentiellement de l'aide des pays du Nord est surfaite, ne correspond pas tout à fait à la réalité. Si, dans les faits, les pays du Sud ont toujours trouvé des solutions endogènes à leurs problèmes, cela n'a jamais été suffisamment reconnu. Avec le Covid-19, ce préjugé de la dépendance structurelle du Sud vis-à-vis Nord a été mis à nu.

Peut-être que le Covid19 a frappé tout le monde avec une surprise telle, que l'instinct de survie a immédiatement pris chez chacun –et donc également chez les dominants qui étaient passés experts dans l'art des faux secours– le dessus sur le penchant humain à porter secours à l'autre ! En tout cas, pour les pays du Sud, cette pandémie a eu le mérite d'avoir fait remonter à la surface une réalité sciemment dissimulée et travestie pendant très longtemps : le Sud ne dépend pas tant que ça du Nord et sa riposte endogène au Covid19 en est une parfaite illustration.

On sait que, passé l'effet de surprise du dérèglement de son pays par le Covid19, le Président français Emmanuel Macron a vite fait de retrouver son tempérament de représentant du système de domination en s'empressant de proposer l'aide de la France, pourtant débordée, à l'Afrique. Mais cette fois-ci le caractère hautement intéressé de la proposition d'aide est difficilement dissimulable : comment comprendre qu'un pays qui n'arrive pas à se sauver lui-même des affres de la pandémie et incapable de solidarité vis-à-vis de ses voisins immédiats comme l'Espagne et l'Italie, propose subitement son aide à d'autres beaucoup moins touchés ? En Afrique, les gens savent que le véritable objectif de cette proposition est d'anticiper l'après Covid19 en limitant autant que possible l'ampleur de la perte inéluctable de terrain par la France sur le continent.

Personne en Afrique n'a attendu le sauveur Macron pour se débarrasser du Covid19. Au Sénégal, diverses initiatives visant à produire des tests de dépistage rapides, des respirateurs artificiels, des masques, du gel hydro-alcoolique, etc. ont été lancées immédiatement par les universités, les écoles d'ingénieurs, les structures de santé et les PME, démontrant ainsi qu'une riposte endogène à la propagation du Covid19 est possible. (cf. Fenêtre n°3)

Tes réflexions et propositions pour « le jour d'après »

J'espère à très bientôt le jour d'après, celui où le monde sera enfin débarrassé de ce fléau du Covid19. Même si l'humanité ne s'est pas toujours singularisée par une grande propension à tirer les véritables leçons des grandes crises, je veux espérer que cette fois-ci la situation sera différente et qu'on ne continuera pas à vivre avec les recettes du vieux monde. Le modèle dominant, rabaisant les humains et la nature au rang de simples moyens et le profit au rang de fin en soi, ne devrait pas survivre au jour d'après. Je pense que c'est seulement à cette condition qu'il sera possible de fonder d'authentiques solidarités entre les humains ; des solidarités fondamentalement différentes de celles qui n'en sont que de nom et dont Emmanuel Macron s'est fait récemment le porte-étendard.

Premier mai : cette année, c'est différent mais toujours aussi combatif

Solidarité syndicale mondiale avec la participation des artistes :

https://www.collettiva.it/copertina/internazionale/2020/05/01/news/il_concerto_della_solidarieta_internazionale-19007/

Message de David Edwards, secrétaire général de l'IE, à l'occasion du Premier mai

Ce Premier mai est différent des 130 dernières années. Le COVID19 a imposé la valeur de la solidarité, mais a aussi souligné les inégalités fondamentales : « quand des millions de gens télétravaillent, des centaines de millions d'autres voient leur vie menacée ». Personne ne devrait être obligé de « choisir » entre travailler ou protéger sa santé.

Les fermetures des écoles ont augmenté les inégalités : la moitié du monde n'a pas accès à internet, des centaines de millions de gens n'ont même pas l'électricité. Même dans les pays développés, étudier à distance signifie un ordinateur et une place au calme, qui manque souvent.

Les enseignants et leurs syndicats ont travaillé dur pour pallier ces manques, donner accès à tous à la nourriture, aux solutions numériques et au matériel éducatif. Certains l'ont fait à leurs propres frais. Ils n'ont pas été toujours associés aux solutions, des gouvernements ont même exploité la situation pour leur retirer des droits.

Les priorités : renforcer l'éducation libre, publique et de qualité pour tous ; respecter les personnels, écouter les syndicats et investir dans l'éducation publique.

L'éducation, la santé et tous les services publics ont été minés par des années de sous-investissement. L'austérité a des conséquences terribles en temps normal, elle sera dévastatrice en temps de crise. Les leçons de la pandémie ne doivent pas être oubliées une fois l'urgence passée. L'austérité doit être absolument exclue.

Nous devons être vigilants contre tout recul des droits humains, démocratiques, et des droits des travailleurs : la pandémie a fait monter l'autoritarisme.

Construire l'avenir demandera mobilisation, organisation et éducation. Le rôle essentiel des services publics et de leurs travailleurs a été reconnu : « ensemble, nous pouvons faire de la solidarité globale et de la justice sociale l'héritage de cette pandémie ».

<https://www.ei-ie.org/en/detail/16759/statement-may-day-2020-%e2%80%93-creating-the-future-we-want>

Confédération syndicale internationale (CSI)

Initiative avec la participation des syndicats du monde entier, dont la CGT, selon leur fuseau horaire : les syndicats relatent leurs luttes postant des vidéos :

<https://www.labourstart.org/mayday/>

Belgique

La Fédération Générale du travail de Belgique (FGTB) a créé sur le web « la place de la solidarité » virtuelle. À 11h, les manifestants y postent leurs photos et messages :

<https://placedelasolidarite.be/fr/?fbclid=IwAR0UVSBQ3V6sAC6XliWyeIiIM3IGSraKhZZNOZ6bwWTf6f6urQCyJrYP-vE>



Espagne

Les CC.OO placent la journée sous le signe des services publics et de la fin de la précarité. Les secrétaires généraux des fédérations ont posté chacun une vidéo (à visionner sur le site de la confédération), et Unai Sordo, le secrétaire général confédéral, a posté un message de solidarité avec les travailleurs du monde entier.

« Un pacte d'État est nécessaire pour la reconstruction économique et pour protéger le pays contre le possible rebondissement de la pandémie. En ce Premier Mai, avec l'hommage ému aux personnes disparues, il faut une reconnaissance du rôle central du monde du travail, la mise en valeur des services publics et la constatation que le commun, le collectif définit la société ».

<https://www.ccoo.es/Multimedia&video=479622&i=12>

https://www.huffingtonpost.es/entry/el-valor-del-trabajo-y-de-los-servicios-publicos-es_5eab4d0ec5b65156135aba93?utm_hp_ref=es-homepage&fbclid=IwAR19jy4kNrJNHfrirRrbiaSA5RwVsfatoZjkcrDGilZYmJqW6Y39_LbhgxY



États-Unis

Premier mai de grève et de revendications pour les milliers de travailleurs ayant perdu leur emploi, car il n'y a ni chômage partiel, ni mesures sociales, ni système public de santé. Les malades du COVID19 doivent payer, et se ruiner. Et les travailleurs des entreprises qui ont fermé ou dont les effectifs ont été réduits, se retrouvent sans rien. Amazon, Instacart, MacDo et d'autres moins emblématiques exploitent leurs employés et les jettent à la rue. C'est pourquoi des mouvements de grève se sont développés.

Grèce

Le 1^{er} mai est une journée particulière en Grèce, surtout à Athènes. À part la journée internationale des droits des travailleurs, c'est la journée de commémoration de l'exécution par l'occupant nazi, en 1944, de 200 résistants sur le champ de tir de Kaisariani, banlieue « rouge » d'Athènes et foyer de la résistance. C'est pourquoi le 1^{er} mai est marqué par des dépôts de gerbes et des rassemblements rappelant que la résistance illumine les luttes d'aujourd'hui.



<https://left.gr/news/protomagia-agonon-katakteseon-ekteleseon>

Les confédérations du privé (ΓΣΕΕ) comme du public (ΑΔΕΔΥ) et plusieurs syndicats de secteurs professionnels ou de régions ont appelé à se mobiliser par les moyens appropriés tout en respectant les règles de distanciation sociale. Certains syndicats ont organisé des rassemblements, allant jusqu'à placer les participants à des endroits marqués au sol pour tenir la distance. Certains autres ont appelé à la grève,



comme dans les trains (y compris l'équivalent du RER dans la région d'Athènes) et au port du Pirée. Les livreurs à vélo ou à moto ont déclaré que leur manifestation « respecte par définition la distanciation sociale ».

Le mouvement « Unis contre le racisme et la menace fasciste », initiative citoyenne de soutien aux droits des migrants et réfugiés, a aussi appelé à un rassemblement, car « le Premier mai est une journée de lutte commune des travailleurs de tous les pays contre l'exploitation, l'injustice, le racisme, le fascisme et la destruction de l'environnement ».

Le porte-parole gouvernemental a menacé les participants aux rassemblements « d'enfreindre la loi » et a laissé entendre qu'il y aurait des amendes. Les rassemblements sont « un retour en arrière qui empêcheront la sortie de la crise et le retour à la normale ».

Tout s'est déroulé dans le calme et le respect des instructions données par la police. Le porte-parole gouvernemental n'a pas expliqué pourquoi se rassembler et revendiquer empêchera de reconstruire l'économie du pays... Mais on connaît assez l'histoire récente de la Grèce pour comprendre. Vos traducteurs automatiques en ligne diront le reste.

<https://left.gr/news/ergatiki-protomagia-2020-ta-ergasiaka-dikaiomata-den-tha-mpoyn-se-karantina>

<http://www.avgi.gr/article/10813/11018159/synkentroseis-gia-ton-eortasmo-tes-protomagias-me-periorismous-kai-austera-metra>

Italie

Les manifestations pour la plupart virtuelles, ont mis l'accent sur le féminisme et le travail féminin :

<https://ilmanifesto.it/primomaggiomob-e-campagne-social-le-lotte-oggi-sono-anche-online/>

Les syndicats unis : « travail en sécurité pour construire le futur »

Interviews à midi à la télévision, et participation à l'événement réalisé par la Rai (radiotélévision publique) de 20h à 22h avec plusieurs artistes connus. Mais le collectif de professionnels du spectacle *Emergenza Continua* critique cette manifestation, car « on ne peut pas parler de travail, tandis que les travailleurs du spectacle sont assignés à résidence et privés de tout revenu ». Pour eux, le premier mai est un *#zeromaggio*. Ils appellent leurs membres à mettre du blanc sur leurs profils des réseaux sociaux.

À Tarente, le collectif d'associations et mouvements locaux *liberi et pensanti* a annulé le traditionnel concert du 1^{er} mai, mais l'a transféré sur la place virtuelle avec interventions de personnes mobilisées et un docu-fiction.

On peut soutenir les artistes et célébrer le 1^{er} mai. La visibilité sur la Rai grâce aux trois leaders syndicaux qui parrainent ensemble l'événement, permet de diffuser les messages-clés des travailleurs, dont le 1^{er} mai n'est pas exactement la « fête », mais la journée de consécration de leurs droits.

<https://ilmanifesto.it/a-taranto-la-festa-del-lavoro-tra-ilva-e-covid-19/>

<http://www.cgil.it/primomaggiocgil-cisl-e-uil-lavoro-in-sicurezza-per-costruire-il-futuro/>

